# ANNEXE 1 ATTESTATION SUR L’HONNEUR

**à insérer dans toutes les demandes d'aide au titre du règlement (UE) n°1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 et du règlement (UE) n° 2019/316 de la Commission du 21 février 2019 relatifs à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture**

**En application de la transparence GAEC**, chaque associé d’un GAEC total peut bénéficier d'un plafond de **20 000€** d'aides *de minimis* agricole. Pour cela, chaque associé du GAEC total doit compléter sa propre attestation pour présenter une demande d’aide.

**Je suis informé(e)** que la présente aide relève du régime « *de minimis* », conformément au règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* L352 du 24 décembre 2013, et au règlement (UE) n° 2019/316 de la Commission du 21 février 2019, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* L51 le 22 février 2019, relatifs à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture.

**Point d’attention :** Le crédit d’impôt en faveur de l’agriculture biologique est une aide *de minimis*. Si vous envisagez d’en faire la demande au titre de l’année 2023, il doit être pris en compte dans le tableau B ci-dessous au titre de l’exercice fiscal 2023. L’octroi d’une aide à la prise en charge de cotisations sociales peut aussi relever du *de minimis* et sera donc à répertorier ci-dessous si c’est le cas, de même que l’aide à la certification octroyée par le Conseil régional d’Île-de-France. En cas de doute quant à la nature *de minimis* d'une aide, l’information est précisée sur le formulaire de demande d'aide.

**J’atteste sur l’honneur :**

* **A) avoir reçu (décision d'octroi ou, à défaut, montant payé)** au cours de l’exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites **« *de minimis* » agricole** (en référence aux règlements (UE) n° 1408/2013 et n° 2019/316) :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Intitulé de l'aide**  | **Numéro SIREN de** **l'entreprise bénéficiaire** **(9 chiffres)[[1]](#footnote-2)**  | **Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision)**  | **Montant figurant dans la décision d'octroi (ou** **montant payé si absence de** **décision)**  |
|   |   |   |   |
|   |   |   |   |
|   |   |   |   |
|   |   |   |   |
| **Total (A) des montants d'aides *de minimis* agricole déjà reçus**  | **Total (A) =**  | **€**  |

* **B) avoir demandé mais pas encore reçu** ni la décision correspondante ni le paiement relatif à la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites **« *de minimis* » agricole** (en référence aux règlements (UE) n° 1408/2013 et n° 2019/316) :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Intitulé de l'aide**  | **Numéro SIREN de** **l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres)1**  | **Date de la demande**  | **Montant demandé**  |  |
|   |   |   |   |  |
|   |   |   |   |  |
|   |   |   |   |  |
|   |   |   |   |  |
| **Total (B) des montants d'aides *de minimis* agricole déjà demandés mais pas encore reçus**  | **Total (B) =**  |  | **€**  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Total [(A)+(B)] des montants à comptabiliser sous le plafond *de minimis* agricole**  | **(A)+(B)=**  | **€**  |
| Date de démarrage de l’exercice fiscal  |  |  |

Si la somme totale des montants d'aides *de minimis* agricole reçus et/ou demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)] excède 20 000 €, l'aide demandée ne sera pas accordée.

Cases à cocher :

[ ]  **Je déclare** avoir mentionné sur la présente annexe l’ensemble des aides *de minimis* agricole reçues au cours de l’exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents

[ ]  **Je m'engage** à conserver tout document permettant de vérifier l’exactitude de la présente déclaration pendant dix (10) exercices fiscaux à compter du versement de l’aide demandée

[ ] **J'atteste sur l'honneur ne pas avoir reçu** d'aides *de minimis* au titre d'autres règlements *de minimis* (règlements *de minimis* entreprise, *de minimis* pêche ou *de minimis* SIEG)

Ou [ ]  **J'atteste sur l'honneur avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu**, des aides *de minimis* au titre d'autres règlements *de minimis* (règlements *de minimis* entreprise, *de minimis* pêche ou *de minimis* SIEG). **Dans ce cas, je complète également l'annexe 1 bis.**

Nom et prénom du représentant légal de l’entreprise, date et signature, cachet (le cas échéant)

**Les informations sollicitées sont obligatoires. À défaut, votre demande ne pourra pas être traitée.**

# NOTICE EXPLICATIVE

(pour compléter les annexes 1 et 1 bis)

1. Non cumul des plafonds d'aides *de minimis* au-delà du plafond le plus élevé

Les entreprises ayant bénéficié :

* d'aides *de minimis* pêche au titre de leurs activités dans le secteur de la pêche ou de l'aquaculture (plafond de 30 000 €),
* d'aides *de minimis* entreprise au titre de leurs activités non agricoles (plafond de 200 000 €), - d'aides *de minimis* SIEG (services d’intérêt économique général, plafond de 500 000 €) doivent remplir, en plus de l'annexe 1, l'**annexe 1 bis**. Dans le cas où votre entreprise a bénéficié, en plus des aides *de minimis* agricole, d'aides *de minimis* entreprise, *de minimis* pêche ou *de minimis* SIEG dans le respect de leur plafond individuel respectif :
* le plafond maximum d'aides est de **30 000 €** en cumulant les aides *de minimis* agricole et pêche,
* le plafond maximum d'aides est de **200 000 €** en cumulant les aides *de minimis* agricole, pêche et entreprise,
* le plafond maximum d'aides est de **500 000 €** en cumulant les aides *de minimis* agricole, pêche, entreprise et SIEG.

1. Transferts des encours *de minimis* en cas d'acquisition, fusion, scission d'une entreprise

Si votre entreprise :

 − a repris une autre société dans le cadre de fusions ou acquisitions, et/ou

− a fait l'objet d'une scission en deux sociétés distinctes ou plus, **elle doit tenir compte des aides *de minimis* reçues par la (ou les) entreprise(s) pré-existante(s)** dans le calcul de son plafond d'aides *de minimis.*

* **En cas de fusion ou acquisition (reprise totale)** d'une entreprise, la totalité des aides *de minimis* agricole et *de minimis* entreprise accordées à cette entreprise au cours de l'année fiscale en cours et des deux années fiscales précédentes sont à comptabiliser dans le cumul des aides *de minimis* agricole et entreprise du repreneur. Afin d'identifier ces aides considérées comme transférées à votre entreprise lorsque vous remplissez les annexes 1 et 1 bis, le numéro SIREN auquel elles ont été payées doit être indiqué.

Si la somme des aides *de minimis* agricole, ainsi comptabilisées dans le cumul des aides *de minimis* agricole du repreneur, génère un dépassement de plafond d'aides *de minimis*, il ne sera pas demandé au repreneur de remboursement dans la mesure où ces aides ont été légalement octroyées. Par contre, le repreneur ne pourra pas être éligible à de nouvelles aides *de minimis* agricole tant que le plafond d'aides *de minimis* agricole calculé sur trois exercices fiscaux glissants ne sera pas repassé en dessous de 20 000€.

* **En cas de scission** en deux entreprises distinctes ou plus, il faut répartir les aides *de minimis* entreprise et *de minimis* agricole reçues avant la scission entre les différentes sociétés (résultant de la scission) en ne retenant dans le plafond d'aide *de minimis* de chacune que la part des aides *de minimis* versées au titre des activités conservées par celle-ci. Si une telle allocation n'est pas possible, les aides *de minimis* sont alors réparties proportionnellement sur la base de la valeur comptable du capital des nouvelles entreprises à la date effective de la scission.

1. Notion « d'entreprise unique »

**Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides *de minimis* peuvent être comptabilisées**. Des sociétés ayant un numéro SIREN commun, mais disposant chacune d'un numéro SIRET qui lui est propre, constituent une entreprise unique au sens de la réglementation européenne en matière d'aides d’État.

Si votre entreprise agricole relève de la définition « d'entreprise unique », **vous disposez d'un seul plafond d'aides *de minimis* agricole de 20 000 € commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique »**. Dans ce cas, **il faut absolument vérifier en complétant les annexes 1 et 1 bis que votre entreprise comptabilise bien à la fois les aides *de minimis* qui lui ont été octroyées avec celles des autres sociétés composant l'entreprise unique** au titre des **règlements (UE) n° 1408/2013 et n° 2019/316.** Ainsi, l'attestation sur l'honneur (en annexe 1 et 1 bis) prévoit que pour **chaque aide *de minimis* octroyée soit indiquée le numéro SIREN de la société l’ayant reçue au sein de l'entreprise unique.**

Par ailleurs, sont également considérées comme une entreprise unique, deux ou plusieurs sociétés ayant des numéros SIREN différents et entretenant entre elles au moins l'une des quatre relations suivantes:

|  |  |
| --- | --- |
| −  | une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou  |
| −  | une entreprise a le droit de nommer ou révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise, ou  |
| −  | une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou  |
| −  | une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.  |

1. Entreprises en difficulté

Les entreprises faisant l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ne sont pas éligibles aux aides *de minimis* octroyées sous forme de prêts ou de garanties.

1. Autres précisions

**Comment savoir si une aide est qualifiée d’aide *de minimis* agricole ?** La nature « *de minimis* » de l'aide est précisée sur le dossier de demande d'aide. Ce dossier fait référence aux règlements (UE) n° 1408/2013 et n° 2019/316 lorsqu'il s'agit d'une aide *de minimis* agricole. Les aides *de minimis* agricole peuvent prendre différentes formes (fonds d’allègement des charges, prise en charges de cotisations sociales, crédits d'impôts, aides de crises, etc.). En cas de doute, vous pouvez appeler l'autorité publique responsable de l'instruction de l'aide (DDT(M), services fiscaux, MSA, collectivités territoriales, etc.).

**Comment calculer le plafond si vous avez bénéficié d'une aide *de minimis* à titre personnel** (par exemple sous forme de prise en charge de cotisations sociales) et que vous exercez votre activité au sein de différentes entreprises agricoles (plusieurs SIREN) ? Vous devez répartir le montant de l'aide, au choix : soit à parts égales entre les différentes entreprises agricoles, soit au prorata du revenu provenant de chaque société.

Page **2** sur **4**

**ANNEXE 1 bis**

(page 1/2)

# Complément à l'annexe 1 à remplir obligatoirement et uniquement par

**les entreprises exerçant, en plus des activités agricoles, d'autres activités (pêche, transformation, commercialisation, SIEG) au titre desquelles elles ont reçu des aides *de minimis.***

* **Si mon entreprise exerce, en plus des activités agricoles, des activités dans le secteur de la pêche et de l’aquaculture** au titre desquelles elle a reçu des **aides *de minimis* pêche** (en application du règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014, dit « règlement *de minimis* pêche »),

**J’atteste sur l’honneur** :

* + **D) avoir reçu et/ou demandé mais pas encore reçu,** au cours de l’exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices fiscaux la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides dites « *de minimis* » pêche** (en application du règlement (UE) n° 717/2014) :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Intitulé de l'aide**  | **Numéro SIREN de** **l'entreprise bénéficiaire** **(9 chiffres)2**  | **Date de la décision d'octroi (ou date de** **paiement si absence de décision) ou de** **demande de l'aide non encore reçue**  | **Montant figurant dans la décision d'octroi (ou** **montant payé si absence de décision) ou montant** **demandé si l'aide n'a pas été encore reçue**  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |   |   |
|   |   |   |   |
| **Montant (E) des aides reçues et/ou demandées** **mais pas encore reçues au titre du régime d'aides *de minimis* pêche**  | **Total (D) =**  | **€**  |
| **Total des montants des aides *de minimis* agricole [(A)+(B)+(C)] en annexe 1 et pêche (D)** **en annexe 1 bis**  | **[(A)+(B)+(C)]+(D) =**  | **€**  |

Si la somme totale des montants d'aides *de minimis* agricole et pêche reçus et/ou demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(C)]+(D) excède 30 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

* **Si mon entreprise exerce, en plus des activités éligibles aux aides *de minimis* agricole, des activités** au titre desquelles elle a reçu des **aides *de minimis* entreprise** (en application du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013,dit « règlement *de minimis* entreprise »),

**J’atteste sur l’honneur** :

* + **E) avoir reçu et/ou demandé mais pas encore reçu,** au cours de l’exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides dites « *de minimis* » entreprise** (en application du règlement (UE) n° 1407/2013) :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Intitulé de l'aide**  | **Numéro SIREN de** **l'entreprise bénéficiaire** **(9 chiffres)[[2]](#footnote-3)**  | **Date de la décision d'octroi (ou date de** **paiement si absence de décision) ou de** **demande de l'aide non encore reçue**  | **Montant figurant dans la décision d'octroi (ou** **montant payé si absence de décision) ou montant** **demandé si l'aide n'a pas été encore reçue**  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |   |   |
|   |   |   |   |
| **Total (D) des aides reçues et/ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides *de minimis* entreprise**  | **Total (D) =**  | **€**  |
| **Total des montants des aides *de minimis* agricole [(A)+(B)+(C)] en annexe 1 et pêche (D) et entreprise (E)** **en annexe 1 bis**  | **[(A)+(B)+(C)]+(D)+(E) =**  | **€**  |

Si la somme totale des montants d'aides *de minimis* agricole, pêche et entreprise reçus et/ou demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(C)]+(D)+(E) excède 200 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

# ANNEXE 1 bis

(page 2/2)

• **S'il a été confié à mon entreprise un service d'intérêt économique général (SIEG)** au titre duquel elle a reçu des **aides *de minimis* SIEG** (en application du règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 dit « règlement *de minimis* SIEG »).

**J’atteste sur l’honneur** :

- **F) avoir reçu et/ou demandé mais pas encore reçu,** au cours de l’exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides dites « *de minimis* » SIEG** (en application du règlement (UE) n° 360/2012) :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Intitulé de l'aide**  | **Numéro SIREN de** **l'entreprise bénéficiaire** **(9 chiffres)**  | **Date de la décision d'octroi (ou date de** **paiement si absence de** **décision) ou de demande de l'aide non encore reçue**  | **Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant payé si** **absence de décision)** **ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue**  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |   |   |
|   |   |   |   |
|   |   |   |   |
|   |   |   |   |
| **Total (F) des aides reçues et/ou demandées au titre du régime d'aides *de minimis* SIEG**  | **Total (F) =**  | **€**  |
| **Total des montants des aides *de minimis* agricole [(A)+(B)+(C)] en annexe 1 etpêche(D) + entreprise (E) + SIEG (F) en annexe 1 bis**  | **[(A)+(B)+(C)]+(D)+(E)+(F) =**  | **€**  |

Si la somme totale des montants d'aides *de minimis* agricole, pêche, entreprise et SIEG reçus et/ou demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(C)+(D)+(E)+(F)] excède 500 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

Cases à cocher :

 **Je déclare** avoir mentionné sur la présente annexe l’ensemble des aides *de minimis* reçues au cours de l’exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents

 **Je m'engage** à conserver tout document permettant de vérifier l’exactitude de la présente déclaration pendant dix (10) exercices fiscaux à compter du versement de l’aide demandée

 Nom et prénom du représentant légal de l’entreprise, date et signature, cachet (le cas échéant)

**Les informations sollicitées sont obligatoires. À défaut, votre demande ne pourra pas être traitée.**

Page **4** sur **4**

1. Le plafond d’aides *de minimis* est comptabilisé par « entreprise unique ». La notion d’« entreprise unique » est définie dans la notice explicative jointe à cette annexe (paragraphe 3). Il convient d’inscrire également dans les tableaux les aides *de minimis* agricole considérées comme transférées à votre entreprise en cas d'acquisition, de fusion ou de scission d'entreprise (voir notice explicative paragraphe 2).

Page **1** sur **4**

 [↑](#footnote-ref-2)
2. Le plafond d'aides *de minimis* entreprise est comptabilisé par « entreprise unique ». La notion d’« entreprise unique » est définie dans la notice explicative jointe à l’annexe 1 (paragraphe 3). Il convient d’inscrire également dans les tableaux les aides *de minimis* considérées comme transférées à votre entreprise en cas d'acquisition, de fusion ou de scission d'entreprise (voir notice explicative de l'annexe 1 paragraphe 2).

Page **3** sur **4**

 [↑](#footnote-ref-3)